Document generated on 04/25/2024 2:48 a.m.

Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe

Contribution à l'histoire des débuts de... « la Guadeloupe... pays bananier »

Jean-Baptiste Fissier

Number 47, 1er trimestre 1981

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1043894ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1043894ar

See table of contents

Publisher(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (print)
2276-1993 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Fissier, J.-B. (1981). Contribution à l'histoire des débuts de... « la Guadeloupe... pays bananier ». *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (47), 35–45. https://doi.org/10.7202/1043894ar

Tous droits réservés © Société d'Histoire de la Guadeloupe, 1981

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

1927. — Fort Richepanse - Grand Hall - 150 caisses attendent l'arrivée des fruits.

PLANCHE IV

Contribution à l'histoire des débuts de... "la Guadeloupe... pays bananier"

par
Jean-Baptiste FISSIER

En août 1968, il y a donc plus de dix ans, le « Bulletin de la Société d'Histoire de La Guadeloupe » commençait, dans son n° 8, la publication d'une étude intitulée : « Eléments pour une histoire de l'industrie bananière en Guadeloupe ».

Absent de la Guadeloupe depuis la Seconde Guerre mondiale, quoique y étant retourné pour un court séjour en 1974-75, ce n'est qu'au cours de celui que j'y fis à l'été 1978 que je pus avoir connaissance de cette « thèse », dont la dernière partie à été publiée dans le n° 37 du B.S.H.G. (3e tr. 78).

Bien que rendant hommage à l'indéniable qualité du travail de l'auteur, Monsieur Jean-Claude Maillard ; lui « tirant mon chapeau » face à l'importance de la documentation qu'il lui a fallu rassembler autant que de la compilation à laquelle il a dû se livrer, je regrette qu'à propos de l'action de mon père, Maurice Fissier, nombre des faits rapportés soient nettement entâchés d'erreur.

Il m'est difficile de lui en tenir rigueur, sachant moi-même combien une étude réalisée « sur pièces » peut cacher de pièges, rapporter incorrectement certains faits importants, voire en passer d'autres sous silence.

Mais, en ce qui concerne les débuts de la culture et de l'exportation de la « Banane Guadeloupe », l'action de mon père et certains événements connexes, il est hors de doute que M. Maillard n'a pas (ainsi qu'il eût été, me semble-t-il, nécessaire, indispensable) questionné certains de ceux ayant vécu cette mémorable époque, notamment ma mère, Yvonne Fissier, qui, non contente de l'avoir vécue, y a elle-même participé activement, suppléant avantageusement Maurice Fissier lors des différents séjours de ce dernier en Métropole.

Je n'avais, pour ma part, que sept ans lorsque débuta cette

« période héroïque », mais mes souvenirs n'en sont pas moins restés précis.

De plus, amené par la suite à prendre une part active aux affaires familiales, j'estime qu'il est de mon devoir le plus élémentaire de joindre, à celle qu'a réalisé M. Maillard pour l'histoire de notre Banane, ma contribution quant au rôle exact et déterminant qu'y tînt Maurice Fissier, rôle duquel celui de ma Mère ne saurait être dissocié.

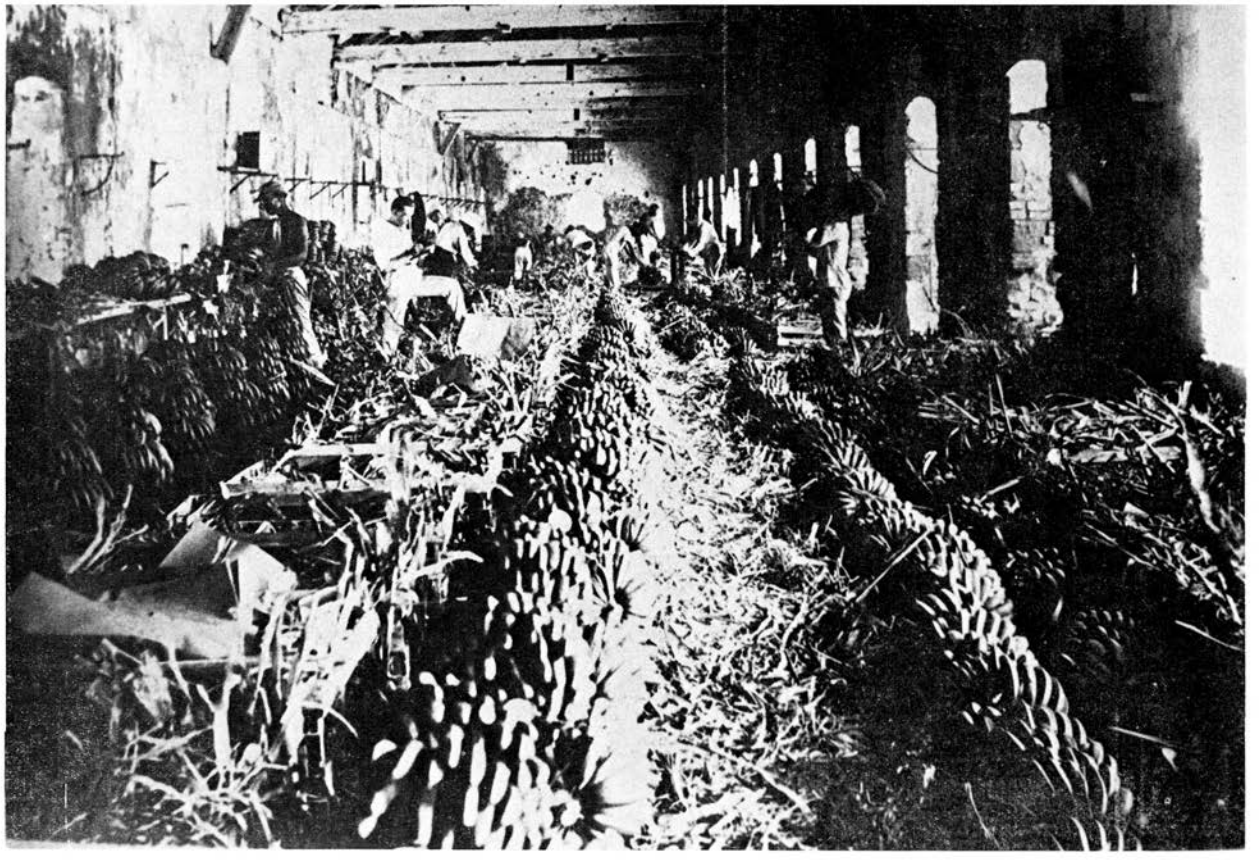
Il est exact que Maurice Fissier ne fut pas le premier à penser à... « la Guadeloupe... Pays Bananier », pas plus qu'à procéder à des essais d'exportation.

Il le précise d'ailleurs lui-même dans la conclusion d'un petit fascicule rédigé par lui, édité en mars-avril 1931 sur les presses de la « Démocratie Sociale », commentant les dix années écoulées, et intitulé *Bananes Guadeloupe :*

> « ...L'union ici se fait quelque peu difficilement parce
> « que chacun veut avoir touché à la banane — Même
> « ceux qui n'y touchent pas, se rappellent que l'UN
> « des Leurs dit ou fit ceci ou cela dans les temps
> « éloignés... »
>
> « ...Ce sont là de louables sentiments qui devraient
> « rapprocher au lieu de Diviser... »
> « Disons que personne n'a inventé la Banane... »

Mais, il est avéré (et d'ailleurs J.C. Maillard le rapporte, partiellement, au par. 3, page 47 du B.S.H.G. n° 8) que son action, sa ténacité conditionnèrent et furent décisives pour que la culture et l'exportation bananières parviennent à compenser progressivement les effets de la crise grave qui affectait alors les cultures traditionnelles guadeloupéennes : canne à sucre, café, cacao, vanille et roucou ; crise provoquée surtout par la concurrence effrénée de nombreux autres pays tropicaux, lesquels avaient réalisé une sorte d'industrialisation de ces cultures à la faveur de la Grande Guerre. Gardons-nous d'oublier que la Martinique subissait une crise identique, qui explique sa « bananisation », très peu de temps après les débuts de celle de la Guadeloupe.

— Notons, en passant, que tout au long de sa vie Maurice Fissier déconseilla, réprouva sans cesse l'abandon total de ces cultures en faveur de la seule banane, condamnant énergiquement la monoculture et en démontrant les dangers... On peut se rendre maintenant compte combien il avait raison.



1929. — Fort Richepanse - Le Grand Hall - (vue partielle : 1/3). A gauche, debout : Gérard Budon, contremaître, vérifie la pose des taquets (tampons de paille destinés à soutenir les pattes); à sa droite Séraphin Moret, chef de chantier et contrôleur relève le poids des régimes destinés à chaque caisse, suivant son n° d'ordre ; par la suite ce poids sera après emballage, inscrit au pochoir à côté du n°. Par terre : rangée de gauche, caisses pour trois régimes, et les fruits correspondants ; rangée de droite caisses (et fruits) pour deux régimes. Debout au fond à droite, Maurice Fissier pèse les fruits sur une balance-bascule. Au fond du hangar, deux équipes de deux hommes ont commencé la mise en caisse... les cloueurs et cercleurs suivront aussitôt après.

La portée de l'influence de Maurice Fissier fut formellement reconnue, par Emile Isaac, Secrétaire de la Chambre de Commerce de Pointe-à-Pitre, dans la Revue Agricole de la Guadeloupe (B.S.H.G. n° 8, page 57, renvoi N° 11).

Cependant, M. Maillard commet une première erreur lorsqu'il écrit de mon père :

« Représentant aux Antilles d'une société métropolitaine
« dont le but était d'entamer l'exportation des fruits tropi-
« caux et particulièrement de la banane... etc... »

car la fixation « définitive » de Maurice Fissier à Basse-Terre résulte de circonstances tout à fait fortuites.

Les faits réels sont succintement ceux-ci.

Yvonne Fissier, ma mère, est guadeloupéenne, basse-terrienne, née Bouygues et petite-fille Saint-Val.

Mes parents quittèrent la France... pour la Guyane.!.!. en juillet 1920, où mon père devait créer une affaire d'Import-Export. Il avait, dans ce but, conclu des accords avec, notamment, les Ets Chyrys pour l'étude de l'accroissement de l'exportation des bois guyanais, et principalement du fameux Bois de Rose...

Il avait en cela l'appui total de Jean Galmot, l'alors dynamique député-maire de Cayenne, et d'un ami intime de ce dernier, son beau-père et donc mon grand-père Jean-Baptiste Bouygues, haut fonctionnaire des Douanes en Guyane.

Ma mère, avide de revoir son petit pays natal, où devait faire escale notre paquebot « La Navarre », et désireuse de le faire connaître à son mari, décida celui-ci à une courte interruption de deux ou trois mois de ce long voyage.

Mais, mon père, irrémédiablement séduit par « Karukéra », parvint à convaincre ma mère de s'y fixer, n'auraient-ce été que quelques années.

C'est ainsi qu'une chose en entraînant une autre, de temporaire leur séjour devint si définitif que mon père ne connut jamais la Guyane, et qu'il repose désormais dans le cimetière du Chef-lieu de cette Guadeloupe qui était devenue « Son Pays ».

Un de ses vœux les plus chers, qu'il m'a bien souvent confié, était qu'un bananier soit planté à chacun des coins de sa tombe. ...Et je puis affirmer qu'il ne s'agissait en aucune sorte d'une boutade... Cette ombre qui lui manque, peut-être, ne serait-ce pas pour lui une dernière déception, après tant d'autres... ?...

J'aurais, également, aimé que M. Maillard, s'étendant un peu plus sur l'action vigoureuse menée par mon père, n'omit point d'y associer ceux qui, les premiers, lui apportèrent un appui total et sans réserve, ceux qu'il nommait « les Pionniers » ;

Je citerai seulement, parmi bien d'autres :

Monseigneur Pierre Genoud, Evêque de la Guadeloupe ; le Gouverneur Jocelyn-Robert, ancien Secrétaire Gal de la Guyane et ami de J.-B. Bouygues ; le Docteur Pichon ; Georges Favreau, négociant et maire de Basse-Terre ; Alcide Collineau de Montaguère et Marc d'Alexis, respectivement commerçant et pharmacien à Basse-Terre, ce dernier oncle de Roland et Edouard ; Eugène Perrèle, architecte ; mon grand-oncle Jean Saint-Pie Saint-Val et de nombreux membres de cette vieille et grande famille guadeloupéenne, tels Victor Saint-Val et Frédéric Lurel ; M. Nadal, grand-père de Charles-Henri et Claudine ; aussi les Carrère, Petit-Lebrun, garagistes-camionneurs ; Hippolyte Hatchi,... etc...

Une deuxième erreur de J.C. Maillard consiste à paraître situer la première « Campagne de Propagande » de Maurice Fissier en mars-avril 1923 (BSHG 8, pages 47, et 57 renvoi 12).

Cette période n'est qu'un épisode des nombreuses campagnes identiques menées par mon père et ses amis cités ci-dessus.

C'est en juillet 1921 que M. Fissier commença ses tournées dans les communes indiquées par J.C. Maillard. Les réunions avaient lieu, généralement à la Mairie, après la messe au cours de laquelle le Célébrant, après avoir lu en chaire une lettre aux fidèles de Mgr Genoud signalant l'importance de l'IDEE, incitait l'assistance (et les autres) à ne pas manquer la conférence de M. Fissier... La « Campagne » citée par J.C. Maillard est en réalité la troisième de cinq ou six... J'ajouterai que mon père, sur l'invitation des Martiniquais, se rendit par deux fois dans leur Ile pour réaliser des tournées de conférences identiques.

Dans le même cadre d'erreurs doit se placer l'article publié le 23 décembre 1921 par le « Nouvelliste de la Guadeloupe » sous la signature de Gratien Candace, député de la Guadeloupe, (BSHG 8, page 46), à propos duquel l'auteur écrit :

> « ...c'est dans cet esprit que certains, comme le député « Gratien Candace, songent à développer la production « bananière antillaise... »

1929. — Sous l'appentis longeant le Grand Hall - Montage des caisses (doubles et triples)... Elles seront ensuite numérotées au pochoir, puis transférées dans le Hall. Les planchettes (tringles) vinrent d'abord de Deshayes (par canot). Elles étaient de « Poirier » de la forêt de Deshaies. Les fonds des caisses étaient montés dans les ateliers du Fort Richepanse. Par la suite, à partir de 1928, tringles et fonds (montés) furent principalement fournis par Maurice Brugère qui avait alors créé une exploitation forestière dans les forêts du Matouba et une scierie-atelier à Planel.

Je préciserai que cette « idée » de Gratien Candace, autre ami de mon grand-père J.-B. Bouygues, découle des multiples conversations que mon père eut avec lui, comme avec les autres parlementaires guadeloupéens : Achille René-Boisneuf, député, et Henri Bérenger, sénateur, lors des séjours qu'ils faisaient « au pays », entretiens au cours desquels M. Fissier parvint à les convaincre de ses propres certitudes quant à l'avenir bananier de la Guadeloupe, eu égard, entre autres, aux résultats déjà prometteurs de sa première campagne de conférences.

C'est un point d'histoire qui devait être fixé, car il éclaire le retournement d'opinion de Henri Bérenger qui (y a-t-il encore de nos compatriotes qui s'en souviennent ?), à cette même époque, était chargé par Millerand, Président de la République, à la suite de Poincaré, et G. Leygues puis A. Briand, présidents du Conseil, de négocier la vente de la Guadeloupe et de la Martinique aux Etats-Unis d'Amérique en remboursement des dettes de guerre de la France... cession dont ce sénateur, qui présida durant la guerre de 14-18 l'importante Commission Franco-Américaine des Pétroles, était un chaud partisan.

A la page 48 du BSHC n° 8, J.C. Maillard, parlant des premiers essais, les situe en 1922 (v/églt/renvoi 14, p. 57), et en dit : « les résultats furent décevants »...

Nouvelle — et double — erreur... Dès la fin de 1920, avec la « complicité enthousiaste » des commandants de plusieurs paquebots : MM. Leprêtre, Mancier, Bruhier, principalement, des essais (plus encore clandestins qu'officieux) d'expédition de bananes avaient lieu sur Saint-Nazaire et Le Havre.

Bien vite, M. Fissier se rend compte que la cause des échecs d'avant 1914 résultait essentiellement du choix pour l'exportation des « figues-pommes » et des « figues-sucrées », seules bananes alors consommées crues au dessert en Guadeloupe.

Après bien des tatonnements, il s'avère que la variété qui supporte le mieux les dix ou douze jours du trajet Guadeloupe-Métropole est la « POYO » ; celle que le petit peuple (surtout) consomme verte, cuite, et que « Les Autres » dédaignent, la qualifiant de... « Banane à cochons ». (1)

---

(1) « POYO », (musa sapientum) ; précédemment « POYAT », du nom de son introducteur Jean-François POUYAT. Cf : page 13 du « Petit Manuel pratique de poche concernant la culture du Bananier », de Maurice Fissier - Imprimerie Catholique, Basse-Terre (février 1929)

Je passerai sur les lazzis et moqueries que dut subir mon père, du style : « Vous prenez les Métropolitains pour des porcs... pour des cochons, alors ? »... (Je fus moi-même longtemps, quoique sans malice, à l'école puis au Lycée Carnot : « Fissier-Poyo »... Notre regretté Bénédict Clairon, « le Vieux Ben », m'avait, quant à lui surnommé « Jean-Ban-nan-ne »).

Mais il tient bon, et finit par rallier à ses vues ceux, qui (outre ses amis cités plus haut), principalement sur Saint-Claude et le Matouba, furent ses premiers fournisseurs...

— Rappelons, parmi eux ; à Saint Claude ; les dame et demoiselles Elot, de Montéran ; Edward Chevry ; Maillebois ; Pierre Pautrizel, de Saint-Phy ;

...au Matouba : Mlle de Lagarde ; MM. Cortana, Clayssen... etc...

Dès les premières expéditions (une dizaine de caisses par envoi), contrairement à ce qu'avance M. Maillard... c'est la réussite.

Et elle est telle que, si Fissier (et L. de Meynard, puis les frères Cabre et les frères Lignières — voir plus loin —) n'expédient en France au cours de 1922 que 35 tonnes de bananes, le volume des exportations atteindra 515 tonnes en 1923... 600 en 1924... et sera tout proche des 1.000 tonnes en 1925.

Si les résultats du tout début avaient été « décevants » l'expérience aurait-elle été seulement poursuivie, et... les exportateurs se seraient-ils retrouvés aussitôt Deux... puis bientôt Quatre ?

Qu'il me soit permis d'en douter et de faire à ce dernier propos un court développement.

Après quelques expéditions « officielles », à partir de Basse-Terre, d'une dizaine de caisses, sur paquebots-poste, voyageant comme n'importe quelle autre marchandise, Maurice Fissier avait demandé à la Transat (de Paris) l'autorisation de charger 100 (cent) caisses de 1 et 2 régimes sur chaque paquebot. L'autorisation accordée lui est confirmée par l'Agent de la Transat à Basse-Terre, M. Guy de Meynard. Mais ce dernier l'informe alors qu'étant libre de disposer de ce contingent comme il l'entend, 50 de ces caisses sont attribuées à son frère Louis de Meynard, planteur au Matouba (comme lui-même, d'ailleurs ! !) ;

1929. — Déchargement, au Fort Richepanse, d'un camion (Gaston Lubin) de fruits en provenance du Matouba (propriété La Marguerite - Melle de Lagarde). Par la suite un aménagement des six escaliers d'accès au Grand Hall permettra aux camions de s'y placer « à cul », c'est-à-dire perpendiculairement. Les régimes que l'on voit sur cette photo pèsent en moyenne 16 kilogrammes.

PLANCHE VII

les 50 autres caisses étant à sa disposition ;... Pot de Terre contre pot de Fer, M. Fissier s'incline... Puis, dès le début de 1923, les Cabre et Lignières, négociants à Basse-Terre et planteurs sur Saint-Claude et le Matouba, entrent à leur tour en lice... Et, ce sera l'envol, la concrétisation de la réussite...

L'étude de J.C. Maillard pour la période de 1925 à 1928 est relativement correcte.

Il y fait très objectivement ressortir les incohérences de la Transat qui, comme le Gouvernement Français d'ailleurs, doute, refuse de croire à l'« Avenir Bananier » des Antilles... sous l'influence, empressons-nous de le dénoncer, de puissants « groupes de pression » (comme l'on dit maintenant) fort bien connus dont les moindres ne sont pas les exportateurs de Guinée, du Cameroun... et les Canariens... Nous ne nous y attarderons pas plus.

Et nous en arrivons au cyclone du 12 septembre 1928.

Maurice Fissier est en mer, passager du « Flandres » (et non du « Pérou » comme j'ai pu l'écrire dans « Guadeloupe 2000 » n° 63). Le jeune Séraphin Moret (voir les photos en annexe) l'accompagne.

Il revient en Guadeloupe comme Directeur de la société « La Bana » (à capitaux partiellement métropolitains). Deux navires bananiers spécialisés affrétés sont prêts à quitter l'Europe à son premier signal.

Aussitôt son arrivée à Basse-Terre, face au désastre, il cable l'obligation de maintenir les navires à leur port d'attache. Mais les frais de location courent, tandis que les navires sont immobilisés, inactifs.

La Société « La Bana » est donc menacée de disparition, et de ruine, avant même tout début de fonctionnement... Ce qui finira par arriver, comme le dit très justement J.C. Maillard (BSHG, n° 9-10, p. 86).

Mais l'auteur n'est que très partiellement dans le vrai lorsqu'il écrit que cette ruine découle essentiellement d'un refus d'assistance financière (renvoi 3, p. 100, BSHG 9-10).

Il fait en cette occasion une grave omission, résultant sans doute d'un défaut d'information « à la source ».

De plus, il laisserait entendre que Maurice Fissier se serait « rendu sans combattre ».

La vérité est toute différente.

En raison du fait que la Transat, principalement, ne dispose pas des moyens suffisants pour permettre l'acheminement rapide, vers la Guadeloupe ravagée, de l'immense quantité de marchandises de toutes sortes qui s'accumulent dans les ports métropolitains, Maurice Fissier, en accord avec les armateurs, offre au Gouvernement Français que les navires de « La Bana » participent aux transports.

Ceux-ci seraient effectués sous contrôle ministériel, et gérance éventuelle de la Transat, moyennant la seule couverture des frais de nolisement, et ce jusqu'à ce que puissent reprendre les exportations de bananes... (Précisons que les montants de frêt encaissés auraient très largement dépassé le coût de l'affrètement de ces deux navires).

Mais, la toute puissante Transat, soucieuse de ne pas déroger à son monopole, et surtout de ne pas créer de précédent, nonobstant les conditions exceptionnelles du moment, oppose à cette offre transmise sous le couvert des Ministères intéressés et appuyée par les parlementaires guadeloupéens Bérenger, Candace et Graëve, un refus catégorique et définitif que, s'inclinant, le Pouvoir Exécutif entérine.

C'est alors, et alors seulement, que M. Fissier demande en fin octobre 1928 une aide temporaire à la Commission de Répartition des 100 millions votés en faveur des Victimes du cyclone.

La demande ayant été repoussée, il s'adresse aux Ministères des Colonies et de la Marine Marchande, toujours appuyé par nos trois parlementaires... Mais, une fois de plus, la Transat et les « groupes de pression » sont les plus forts, et au début de 1929 cette seconde requête est rejetée.

C'est ce refus, et non celui relaté au renvoi 3 indiqué plus haut, qui sonnera le glas de « La Bana » et la ruine des actionnaires qui couvrirent durant des mois, de leurs deniers, le maintien sous affrètement de ces deux navires porteurs de tant d'espoir pour, avant tout, les « petits planteurs » guadeloupéens.

Passons sur la « période martiniquaise » de M. Fissier en 1929 qui avait pour but de sauvegarder la place des exportateurs guadeloupéens sur le marché métropolitain ;

Passons également sur la, presque fatale pour les Antilles, affaire du « dumping bananier » (BSHG n° 8, p. 53 et 58 renvoi 24), en précisant qu'il commença dès la fin de 1930, et non en 1932 comme le prétend J.C. Maillard ;

1930. — Fort Richepanse - Deux apprentis et quatre emballeurs présentent six régimes en provenance de Trois-Rivières, de chez Louis Dérussy.

PLANCHE VIII

Et venons-en au moment de la « Mission Rondet-Saint » (BSHG, n° 9-10, p. 88).

Parlant de cette mission qui devait enquêter sur une possible extension de la culture du bananier en Guadeloupe, J.C. Maillard écrit que M. Fissier en profita pour rompre avec le Syndicat des Planteurs et Exportateurs (il en avait été l'instigateur) et créer le G.B.G. ou Groupement Bananier de la Guadeloupe... Il parle de « bruits qui coururent à l'époque » relatifs à une sombre affaire d'accords occultes avec une Transat jalouse de conserver un monopole sur le point de lui échapper, ou encore d'une volonté de Fissier de se séparer d'une opposition (minoritaire au demeurant) hostile à tout accord avec cette Cie de navigation, etc...

J'affirme que cette rupture a une tout autre origine.

Maurice Fissier, vieux mutualiste, presque plus fier de sa Médaille d'Argent de la Mutualité Française que de ses décorations militaires, souhaitait que le Syndicat, adoptant les principes mutualistes, administrât les exportations et les commercialisations de telle façon que les petits planteurs reçoivent au départ un montant proche de la valeur réelle de leurs livraisons, puis, qu'ils participent aux bénéfices dès que ceux-ci seraient redevenus possibles grâce aux mesures que ne devait plus tarder à prendre le Gouvernement Français.

C'est le refus formel des « Gros planteurs-exportateurs » opposés à l'adoption de ce principe qui amena la scission et la constitution du G.B.G. qui représentait 60 % de la production (et non 50 %, J.C. Maillard dixit).

Toutefois, ce n'est qu'après la constitution de la Société Fruitière Karukérienne (et non Guadeloupéenne) en 1932, avec MM. Moynac, Rateau et Fissier... société connexe au G.B.G., que ces répartitions de bénéfices aux planteurs-membres pourront être réalisées, à la grande fureur, cela se conçoit, des « Autres ».

Dès lors, c'est une sorte de corrida avec, pas tout à fait, mise à mort, du moins réduction à l'impuissance, qui se déroulera... le « toro » étant, bien entendu, Maurice Fissier.

Le récit de cette dernière suite de combats de mon père et de ma mère, que j'assistais alors, je laisse à de plus jeunes le soin de l'écrire, pour peu que cela leur sera possible ; trop de proches descendants directs des protagonistes sont encore en vie... Il est inutile de réveiller des animosités désormais éteintes.

Passons aussi sur la mise en place du Service du Conditionnement (BSHG n° 9-10, p. 99) tant réclamé par M. Fissier, et le rôle qu'il joua à sa tête, où il avait été désigné à l'unanimité des planteurs et exportateurs, des plus gros aux plus petits (épisode que n'aurait cependant, pas dû omettre M. Maillard) et ce qui, à son grand dam, s'en suivit.

En matière de conclusion j'en viendrai à la plus monumentale erreur de Jean-Claude Maillard ;

Toujours dans le n° 9-10 du B.S.H.G., renvoi 33, page 105, l'auteur, relatant la constitution, en février 1933 de l'Association à forme coopérative des Producteurs de bananes de la Guadeloupe... (cela ne vous a-t-il pas un petit air des théories « mutualistes » chères à Maurice Fissier ?)... sous l'égide du Gouverneur Choteau (v/p. 98), écrit à propos de ce dernier :

« Il en mérita le surnom de « Père de la Banane »... »

Je préfère sourire doucement que de m'esclaffer ou de m'insurger, de m'indigner contre pareil propos qui, une fois encore, est la condamnation formelle du défaut d'investigation « à la source », du manque de contacts « humains » en somme dont je fais reproche à J.C. Maillard... et m'autorise d'affirmer qu'il suffirait encore de poser aux Basseterriens quinquagénaires (et plus, bien entendu) la question :

« Qui nomme-t-on « le Père de la Banane » ?...

pour s'entendre répondre le plus simplement du monde, et sans hésitation aucune :

« Mais, voyons, c'est le père Fissier ! !...

D'ailleurs, deux faits précis sanctionnent et confirment cette affirmation :

— vers 1934, le Conseil Général de la Guadeloupe, dans une motion adoptée à l'unanimité et publiée au Journal Officiel de l'Ile, déclarait :

« Maurice Fissier, le promoteur, le «Père de la banane», « a bien mérité de la Guadeloupe » ;

— le 13 décembre 1959, le Maire-Adjoint de Basse-Terre, Denis Michaud (en l'absence de Gaston Feuillard, Maire), inaugurant publiquement, en présence des Autorités et des Ediles du Département, une rue nouvellement reconstruite de sa Cité (l'ancienne rue de Charenton, dite populairement « rue Chalenton), lui donnait

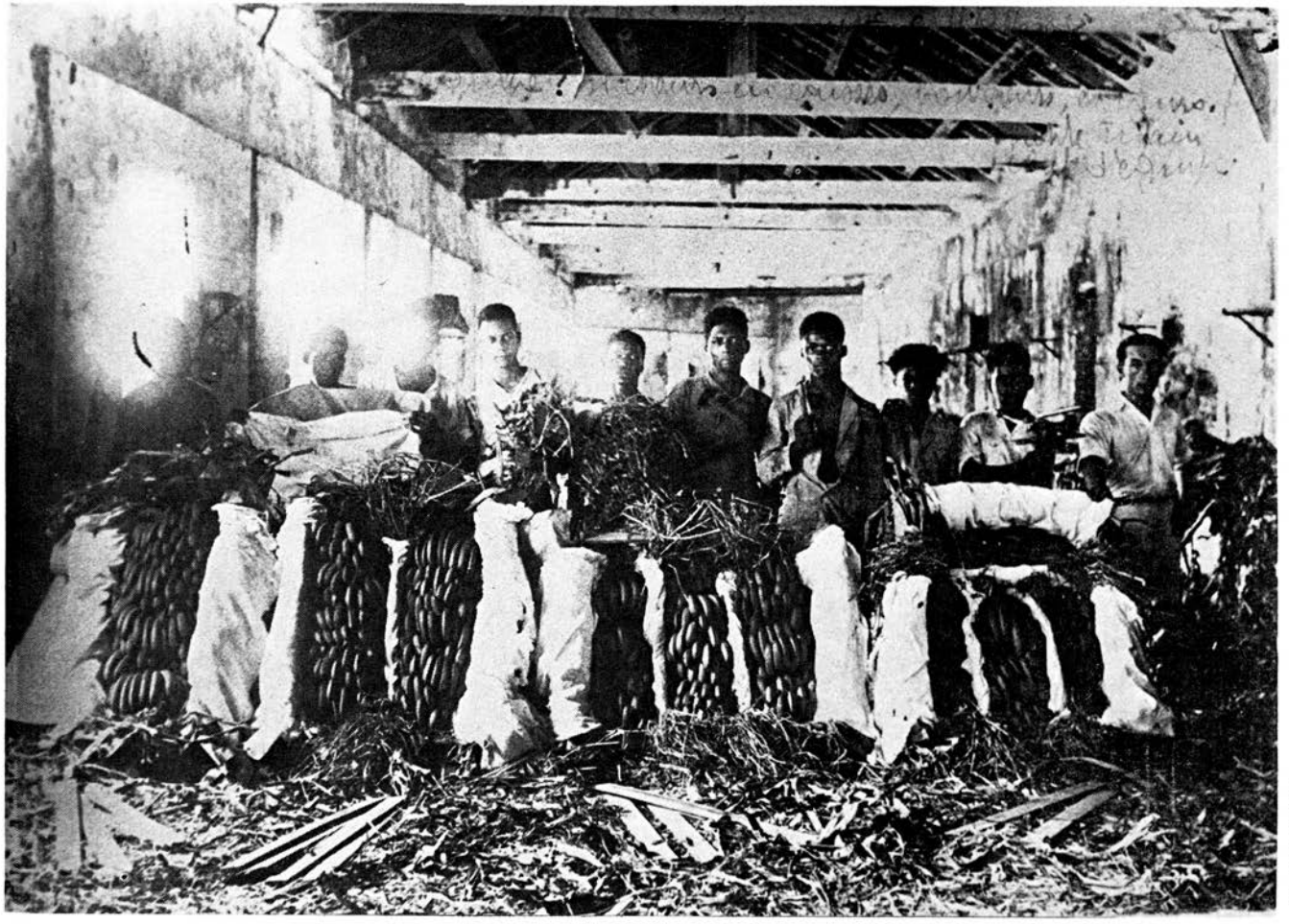


PLANCHE IX

1930. — Fort Richepanse - Une équipe d'emballage présente 1 caisse simple (un régime), 1 double (2 régimes), 1 triple, et une quadruple. A droite Séraphin Moret, chef du chantier d'emballage.

officiellement le nom de « rue Maurice Fissier ». L'un des passages les plus applaudis de son discours (je le tiens de lui-même) fut celui ou il rappelait que « Maurice Fissier était le « Père de la banane »...

Saint Marc, au chapître 10, versets 13 à 17 de son Evangile, prète au Christ cette sentence :

« Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est « à Dieu...

J'y ajouterai en l'honneur de mon père, duquel celui de ma mère ne saurait être dissocié :

« Et à Maurice Fissier ce qui lui appartient... »

JEAN-BAPTISTE FISSIER,

Juin 1980